



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°10 2026

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Accélération des échanges commerciaux avec l'Asie centrale en 2025 ;
- ❖ **Bhoutan** : Mise en place d'incitations visant à soutenir les transferts de la diaspora bhoutanaise ;
- ❖ **Inde** : Les enjeux économiques de la guerre avec l'Iran pour l'Inde ;
- ❖ **Maldives** : Les conséquences financières de la guerre en Iran s'aggravent pour les Maldives ;
- ❖ **Népal** : Les taux d'intérêts réels deviennent négatifs au septième mois de l'exercice en cours ;
- ❖ **Pakistan** : Synthèse de l'impact de la crise au Moyen-Orient
- ❖ **Sri Lanka** : Le Sri Lanka a ouvert des discussions avec la Russie pour acheter du carburant.

À RETENIR

2,13%

IPC indien pour le mois de février 2026

Afghanistan

Accélération des échanges commerciaux avec l'Asie centrale en 2025

Selon les sources afghanes, les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale ont enregistré une progression en 2025, avec une hausse significative des importations (+43% en g.a.) et des exportations (+77% en g.a.). Ces flux commerciaux concernent principalement l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Turkménistan.

Le renforcement des relations économiques avec l'Asie centrale s'inscrit dans un contexte de recomposition des partenariats commerciaux, notamment à la suite de la suspension des échanges avec le Pakistan. Cette réorientation s'est accompagnée d'une intensification des interactions diplomatiques et économiques, illustrée par des visites de haut niveau entre l'Afghanistan et ses partenaires régionaux.

Par ailleurs, l'intérêt croissant pour le rôle de l'Afghanistan en tant que corridor de transit, combiné à la mise en œuvre de projets régionaux d'infrastructures (énergie, gaz, transport ferroviaire), devrait contribuer à moyen terme à l'intensification des échanges et à l'amélioration de la connectivité économique régionale. Le projet de gazoduc TAPI (Turkménistan–Afghanistan–Pakistan–Inde) constitue à cet égard un axe central d'intégration régionale.

[Afghanistan's Trade with Central Asia Sees Significant Growth in 2025 – TOLO News](#)

Bhoutan

Mise en place d'incitations visant à soutenir les transferts de la diaspora bhoutanaise

Les autorités et le secteur bancaire bhoutanais mettent en place des instruments incitatifs, afin de renforcer les entrées de devises via les transferts de la diaspora. Dans ce cadre, les établissements financiers proposent désormais des produits d'épargne dédiés aux bhoutanais résidant à l'étranger, offrant des taux d'intérêt significativement plus élevés, pouvant atteindre environ 9% à 9,5%.

Pour mémoire, les transferts de la diaspora constituent un stabilisateur macroéconomique majeur pour le Bhoutan. Ils représentent une source significative d'entrées de devises étrangères et contribuent au renforcement des réserves de change. Ces flux sont estimés à près de 20% du PIB.

[Banks offer higher interest rates to Bhutanese living abroad to attract remittances – Kuensel](#)

Inde

Les enjeux économiques de la guerre avec l'Iran pour l'Inde

La guerre en Iran, débutée le 28 février dernier et lancée conjointement par les Etats-Unis et Israël, a provoqué une envolée des prix du pétrole, passant de 66 à 120 dollars le baril, ainsi qu'un doublement du prix du gaz naturel liquéfié. Il s'agit d'un risque majeur pour l'économie indienne, très dépendante des importations d'énergie, avec 90 % de ses besoins en pétrole et près de la moitié en gaz couverts par des achats à l'étranger.

Bien que l'impact immédiat du conflit reste limité pour l'Inde, avec une incidence estimée entre -0,1 et -0,2 point de PIB, une prolongation des tensions pourrait aggraver considérablement ce choc. Dans un scénario où le baril se maintient autour de 100 dollars, la croissance pourrait ralentir à environ 6,6 % pour le prochain exercice budgétaire 2026-27, et même descendre à 6 % dans un contexte plus défavorable, selon State Bank of India. Malgré ces défis, Crisil Intelligence prévoit pour ce dernier une croissance du PIB indien de 7,1 %, soulignant une certaine résilience économique de l'Inde.

A noter qu'à court terme, les compagnies pétrolières indiennes peuvent absorber une partie du choc grâce à leurs marges. Cependant, si le conflit persiste, l'Inde devra faire face à une hausse inévitable des prix à la pompe et à une augmentation des subventions gouvernementales en faveur des entreprises pétrolières. Les raffineurs pourraient compenser partiellement cette pression, tandis que les producteurs bénéficieraient de prix plus élevés.

La hausse des coûts énergétiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement se répercutent actuellement sur l'ensemble de l'économie, touchant particulièrement des secteurs comme l'aviation, la chimie, la logistique et l'industrie manufacturière.

Cette augmentation des prix est susceptible de réduire la demande intérieure, principal moteur de la croissance en Inde, tout en rendant le crédit plus coûteux et freinant ainsi l'ensemble de l'activité économique.

Parallèlement, avec une hausse mensuelle estimée à 7 ou 8 Mds USD des coûts des importations et une roupie sous pression, le déficit courant pourrait se creuser jusqu'à 2 % du PIB, contre 1 % auparavant. Selon The Economic Times, une hausse de 10 USD du prix du pétrole pourrait, à elle seule, augmenter le déficit courant de 0,3 à 0,4 point de PIB.

[How persistently high oil prices amid Iran war could impact India's economy - The Economic Times](#)

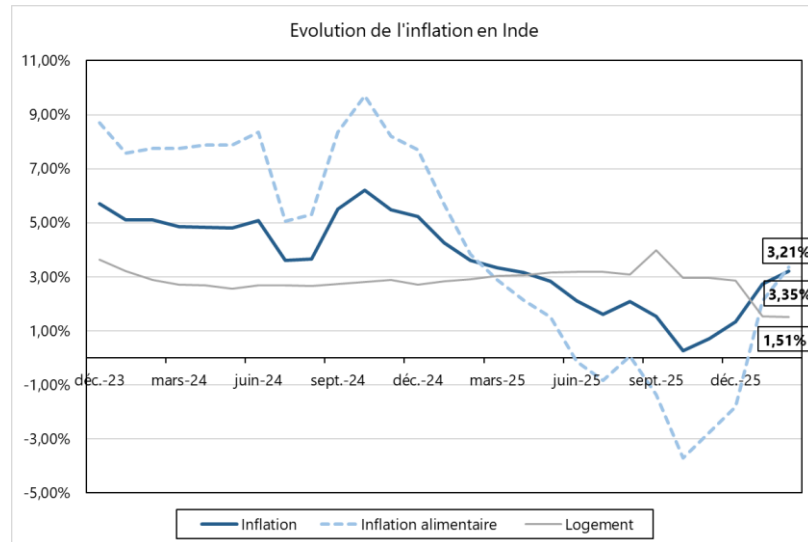
Reprise de l'inflation en février

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (CPI) en Inde a atteint 3,21 % en février 2026, contre 2,74 % en janvier, selon les données officielles. Cette augmentation, principalement due à la hausse des prix alimentaires et à un effet de base, indique une légère accélération des prix, tout en restant dans une fourchette considérée comme modérée.

Il convient de noter qu'il s'agit de l'une des premières publications utilisant la nouvelle série de la CPI, basée sur l'année 2024. Par ailleurs, ces chiffres ne reflètent pas encore l'impact des

tensions du conflit avec l'Iran. Ce dernier, en faisant pression sur les prix du pétrole, devrait alourdir le coût des importations dans les mois à venir et exercer une pression supplémentaire sur l'inflation.

Parallèlement, l'indice des prix de gros (WPI) en Inde a atteint 2,13 % en glissement annuel en février 2026, contre 1,8 % en janvier, marquant son niveau le plus élevé depuis 11 mois. Comme pour la CPI, cette hausse est principalement attribuable à la progression des prix des produits primaires, combinée à une augmentation des coûts de certains biens manufacturés et à la hausse des prix non alimentaires.



Intervention massive de la Banque centrale sur les marchés pour soutenir la roupie

Les réserves de change de l'Inde ont enregistré une baisse significative, la plus importante depuis le début de l'année civile, d'un montant de 12 Mds USD, réévaluant désormais le niveau à 716 Mds USD. Cette chute est principalement imputable à la volatilité accrue sur les marchés financiers mondiaux. En effet, les incertitudes géopolitiques, notamment les tensions liées au conflit en Iran, ont provoqué une instabilité sur les marchés des changes et des obligations, affectant la valorisation des actifs libellés en devises étrangères et accentuant les pressions sur la roupie.

En conséquence, afin de stabiliser la roupie face à la pression des mouvements de capitaux et à la hausse des prix de l'énergie, la Reserve Bank of India (RBI) a procédé à des ventes massives de dollars. Selon les estimations de la banque commerciale indienne, IDFC, cette baisse des réserves inclut des ventes nettes de dollars d'environ 6,1 Mds USD par la RBI, ainsi que des pertes de valorisation estimées à 5,4 Mds USD.

Parallèlement, la roupie indienne a atteint un plus bas historique face au dollar, dépassant le seuil de 92,45 INR/USD en mars 2026, en raison de l'escalade des tensions au Moyen-Orient et de la hausse des prix du pétrole. Cette dépréciation s'inscrit dans un contexte de sorties massives de capitaux étrangers (plus de 5,5 Mds USD retirés des actions indiennes en mars) et d'une demande accrue pour le dollar américain, perçu comme une valeur refuge.

Malgré cette baisse notable, les réserves de change de l'Inde restent à un niveau confortable, couvrant 11 mois d'importations, offrant une marge de sécurité pour l'économie indienne.

[India's forex reserves fall \\$11.68 billion to \\$716.81 billion, biggest drop in over a year - The Economic Times](#)

Maldives

Les conséquences financières de la guerre en Iran s'aggravent pour les Maldives

Au cours des 20 premiers jours de guerre, le surcoût lié à l'importation de pétrole par les Maldives (12 800 barils/jour en moyenne) s'élève à près de 6 MUSD. Le nombre de touristes accueillis au cours des 16 premiers jours de mars a baissé de 21,2% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive sur les deux premiers mois de l'année (+5,1% en janvier 2026 par rapport à janvier 2025 et +15,7% en février 2026 par rapport à février 2025), ce qui représente un coût direct supérieur à 7,6 MUSD.

Népal

Les taux d'intérêts réels deviennent négatifs au septième mois de l'exercice en cours

L'économie népalaise est entrée dans une phase de taux d'intérêt réels négatifs pour la première fois depuis sept mois (mi-février). Selon les données de la Nepal Rastra Bank (NRB), le taux d'intérêt moyen sur les dépôts bancaires a reculé à 2,93%, tandis que l'inflation s'établit à 3,25%, soit un différentiel négatif de 0,32 point de pourcentage. Cette situation implique une érosion du rendement réel de l'épargne. Cette situation s'explique principalement par un manque de demande de crédit. Les banques disposent de liquidités abondantes, environ 58,7 Mds USD de dépôts contre 44,3 Mds USD de prêts, mais peinent à prêter. Le ratio crédit/dépôts reste faible (74,19%, contre un plafond de 90%), traduisant une sous-utilisation des ressources financières.

Dans ce contexte, la persistance de taux réels négatifs pourrait décourager l'épargne financière tout en pesant sur le pouvoir d'achat des ménages

[Negative real interest rate emerges, signaling deep economic slowdown](#)

Pakistan

Synthèse de l'impact de la crise au Moyen-Orient

❖ Création d'un comité ad hoc pour suivre l'impact de la crise sur l'économie pakistanaise

Un comité de haut niveau de 18 membres, présidé par le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb, a été mis en place pour évaluer l'impact de la crise au Moyen-Orient sur l'économie pakistanaise, en particulier les répercussions de la hausse des prix du pétrole et des perturbations dans les routes d'approvisionnement. Ce comité est chargé de suivre l'évolution des marchés internationaux, de sécuriser les conditions d'importation de produits pétroliers et de formuler des stratégies visant à éviter des chocs brutaux sur les prix domestiques.

❖ Stocks et approvisionnement en hydrocarbures

Auditionné par une commission du Sénat en charge de l'énergie, le Secretary en charge de l'énergie et du pétrole, Yaqoob Ahmed Sheikh, a annoncé que le Pakistan disposerait de réserves de carburant suffisantes pour environ 27 jours, avec des stocks de High-Speed Diesel (HSD) capables de répondre à la demande pendant 21 jours. Les réserves de carburant aérien (JP-1) couvrent 14 jours de consommation, celles de pétrole brut 11 jours, et les réserves de gaz

naturel liquéfié (GNL) neuf jours. En outre, l'importation de pétrole d'une qualité inférieure au standard Euro 5 est désormais autorisée.

[Govt says fuel reserves sufficient for 27 days - Business Recorder](#)

A noter également que plusieurs tankers chargés de pétrole brut et de produits raffinés sont parvenus au cours des derniers jours à franchir le détroit d'Ormuz à destination du Pakistan. Un tanker pakistanais, le Karachi, de type Aframax et exploité par la Pakistan National Shipping Corporation, est parvenu à franchir le détroit d'Ormuz après avoir chargé du pétrole brut à Das Island (Abu Dhabi) et est arrivé à Karachi autour le 17 mars 2026. Cette traversée s'est faite en naviguant le long de la côte iranienne, ce qui suggère que les autorités iraniennes ont accordé une forme de passage négocié ou sécurisé pour ce cargo.

[Pakistan-bound oil tanker passes through Hormuz Strait amid Iran war | Reuters](#)

❖ Répercussion de la hausse des cours sur les prix de l'essence et du gaz

Depuis le 8 mars, des révisions hebdomadaires des prix ont été introduites pour refléter les fluctuations du marché mondial. Une première augmentation d'environ 55 roupies par litre a été appliquée à l'essence et au diesel — soit près de 20 %, amenant les prix à Rs 321,17 pour l'essence et Rs 335,86 pour le diesel.

Toutefois, confronté à la sensibilité de la situation économique intérieure et au risque de mouvements sociaux, le gouvernement a décidé de ne pas procéder à une nouvelle hausse pour la période du 14 au 20 mars et de subventionner le surcoût des matières premières énergétiques à hauteur de 23 milliards PKR via le fonds spécial du Premier ministre, évitant de répercuter la hausse sur les consommateurs.

[Govt may absorb up to Rs49/litre fuel hike as global oil prices surge amid Gulf tensions - Profit by Pakistan Today](#)

❖ Mesures d'économie d'énergie et plan d'austérité

Parallèlement aux ajustements des prix des carburants, des mesures d'économie d'énergie et de réduction des dépenses publiques ont été annoncées par le Premier ministre Shehbaz Sharif. Ces mesures — élaborées avec les provinces et les équipes du Fonds monétaire international (FMI) — comprennent :

- Mesures salariales : baisse de 25 % des salaires et indemnités des membres de l'Assemblée nationale pendant deux mois ; les hauts fonctionnaires (BPS-20 et plus), percevant plus de 300 000 PKR, contribuent à hauteur de deux jours de salaire
- **Économies d'énergie et de carburant** : réduction de 50 % des allocations de carburant pour les agents publics et immobilisation de 60 % des véhicules officiels
- Interdiction des achats publics : suspension totale de l'acquisition de nouveaux véhicules et restriction d'autres dépenses d'achat de l'État.
- Adaptation du temps de travail : mise en avant d'une semaine de travail de quatre jours, généralisation des réunions virtuelles et recours au télétravail à hauteur de 50 %, à l'exception des services essentiels.
- Réduction des coûts de fonctionnement : demande adressée aux ministères de diminuer de 20 % leurs dépenses hors masse salariale et d'éviter toute dépense non essentielle, notamment les dîners et déjeuners officiels.
- Limitation des déplacements internationaux : suspension des voyages officiels à l'étranger pour les ministres et hauts responsables, sauf s'ils sont jugés indispensables.

Plusieurs provinces ont décliné leurs propres initiatives pour économiser le carburant : réduction des déplacements d'employés publics, contrôle renforcé de l'utilisation de carburant dans les administrations, fermeture ponctuelle d'écoles afin de limiter les trajets, et lutte contre le stockage spéculatif dans les stations-service. Ces mesures locales complètent les efforts nationaux, même si leur portée reste inégale.

[How Pakistan's New Austerity Plan Aims to Tackle Economic Challenges](#)

FMI – Poursuite des négociations entre les services du Fonds et les autorités pakistanaises sur les revues des programmes en cours

La mission des services du FMI, conduite par la cheffe de mission Iva Petrova, dans le cadre de la 3ème revue de la facilité élargie de crédit (EFF) et 2nde revue de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF) s'est achevée sans accord des services (staff level agreement – SLA).

Dans son communiqué de fin de mission, les services du FMI ont indiqué que la mise en œuvre du programme restait globalement alignée avec les engagements des autorités pakistanaises, notamment en matière de consolidation budgétaire et de politique monétaire. Malgré les progrès considérables obtenus au cours des négociations, celles-ci se poursuivraient au cours des prochaines semaines, notamment pour évaluer l'impact des récents développements régionaux sur l'économie pakistanaise et sur les programmes en cours.

Pour mémoire, la mission des services du Fonds avait démarré le 25 février à Islamabad avant de se poursuivre à distance à partir du 3 mars suite à la crise en Iran et devait s'achever le 11 mars. L'approbation des revues des programmes en cours devrait donner lieu à un décaissement de 1 Md USD au titre de l'EFF et 200 M USD au titre de la RSF.

[Pakistan: End-of-Mission Statement on the Third Review of the 37-month Extended Arrangement under the Extended Fund Facility \(EFF\) and the Second Review of 28-month Arrangement Under the Resilience and Sustainability Facility \(RSF\)](#)

Adoption de la nouvelle stratégie d'intervention de la Banque Asiatique de Développement au Pakistan pour 2026-2030 (10 Mds USD)

Présentée comme une feuille de route destinée à accompagner la transition du Pakistan vers une croissance durable et inclusive, portée par le développement du secteur privé, la nouvelle stratégie pays de la BASD pour le Pakistan sur la période 2026–2030 (Country Partnership Strategy, CPS) confirme un engagement financier majeur, évalué à 10 Mds USD sur les cinq prochaines années, destiné à soutenir un programme de réformes structurelles centré sur la stabilité macroéconomique, la modernisation des infrastructures et le renforcement de la résilience climatique.

La CPS 2026–2030 de la BASD concentrera son action sur trois domaines prioritaires : (i) la dynamisation du secteur privé, (ii) l'inclusion et l'autonomisation, et (iii) la résilience et la durabilité. Ces priorités seront complétées par quatre thèmes transversaux : (i) la promotion d'une bonne gouvernance et le renforcement du développement institutionnel, (ii) l'avancement de l'égalité de genre et de l'inclusion sociale, (iii) le soutien à la transformation numérique, et (iv) l'intensification de la coopération et de l'intégration régionales.

La BASD est présente au Pakistan depuis que celui-ci en est devenu membre fondateur en 1966, ayant engagé au total 764 prêts, dons et assistances techniques au secteur public, pour un montant cumulé de 58,6 Mds USD.

Recul de 33% des IDE entre juillet 2025 et février 2026

Selon les données publiées par la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP), les investissements directs étrangers (IDE) au Pakistan ont chuté de 33 % au cours des huit premiers mois de l'exercice 2025-26, s'établissant à 1,195 milliard USD contre 1,793 milliard USD sur la même période de l'exercice précédent.

La répartition des flux souligne une forte dépendance à la Chine, qui a représenté 53 % du total des IDE entrants avec 635 millions USD. Après la Chine, les principaux contributeurs ont été la Suisse (141,4 millions USD), les Émirats arabes unis (139 millions USD) et le Royaume-Uni (74 millions USD).

Cette contraction, survenue avant même le début du conflit au Moyen-Orient, met en évidence les limites de la stratégie pakistanaise visant à attirer des capitaux étrangers vers des secteurs prioritaires tels que l'industrie, l'agriculture et les mines. Les perspectives d'investissement à court et moyen terme des pays du Golfe seront limitées. Une baisse prolongée des flux de capitaux étrangers risque de peser sur la capacité du pays à financer son déficit courant et à soutenir les investissements dans des secteurs clés, freinant ainsi le rétablissement de la croissance économique à moyen terme.

[FDI inflows drop 33pc in July-February - Business - DAWN.COM](#)

Les autorités pakistanaises procèdent à la vente de licences 5G

Les autorités pakistanaises ont procédé, lors d'une enchère publique, à la vente de spectre 5G, générant 507 millions de dollars de revenus grâce à la vente de 480 MHz de fréquences aux trois principaux opérateurs télécoms du pays — Zong, Jazz et Ufone.

Le déploiement commercial du service 5G a d'ores et déjà débuté dans plusieurs grandes villes — Islamabad, Lahore, Karachi, Peshawar et Quetta — ainsi que dans des centres urbains secondaires tels que Rawalpindi, Multan et Faisalabad, reflétant une stratégie d'expansion rapide des opérateurs. Jazz a annoncé la couverture de 180 sites dans cette première phase, tandis que Zong projette d'installer plus de 1 000 sites 5G supplémentaires sur l'ensemble du territoire en 2026.

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a qualifié le résultat de l'enchère de « moment important » pour l'industrie, l'agriculture et la technologie, soulignant que l'introduction de la 5G devrait renforcer la compétitivité du Pakistan dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, l'automatisation et les services connectés.

[Pakistan steps into 5G era with \\$507m spectrum sale - Newspaper - DAWN.COM](#)

Sri Lanka

Le Sri Lanka a ouvert des discussions avec la Russie pour acheter du carburant

Une réunion s'est tenue le 13 mars 2026 afin de discuter de la possibilité d'acheter du carburant russe dans un contexte où des rationnements sur l'achat de carburant ont été mis en place

depuis le 15 mars. Aucun contrat n'a pour l'instant été conclu. Le Sri Lanka cherche à sécuriser l'approvisionnement en hydrocarbures et rassurer sur la continuité de l'approvisionnement intérieur, alors que les discussions ayant été rendues possibles par l'assouplissement temporaire par les États-Unis de certaines restrictions sur les achats de pétrole russe. Si un accord était conclu, il resterait à assurer la logistique maritime, le paiement et l'assurance.

Le risque en matière de blanchiment reste modéré, mais progresse pour le financement du terrorisme

La Financial Intelligence Unit de la Banque centrale a coordonné l'évaluation des risques 2024/25 de blanchiment d'argent, financement du terrorisme et, pour la première fois, financement de la prolifération. Elle conclut à un risque national de blanchiment globalement « moyen », stable par rapport au précédent exercice. Le principal point d'inquiétude concerne désormais le trafic de drogue, identifié comme la menace la plus importante, avec un niveau de risque porté à « élevé ». La fraude ainsi que les infractions douanières sont classées à un niveau « moyen à élevé », tandis que le risque associé à la corruption est ramené à un niveau « moyen ». Dans le même temps, le risque de financement du terrorisme passe de moyen à « moyen à élevé », en raison de l'évolution des menaces liées à des réseaux extrémistes ou séparatistes, à certains flux provenant de l'étranger, à la radicalisation en ligne et au recours à des circuits financiers informels. Les banques, les sociétés de financement, mais aussi l'immobilier, les casinos et le commerce de métaux et pierres précieuses figurent parmi les secteurs les plus exposés. Les systèmes informels de transfert d'argent apparaissent également comme un point de vulnérabilité important. Les 15 recommandations formulées doivent servir de base à la nouvelle politique nationale de lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération pour la période 2026-2030.

[CBSL](#)

La croissance a atteint 5% en 2025

Sur le seul quatrième trimestre 2025, qui avait été affecté par le passage du cyclone Ditwah fin novembre, la croissance est estimée à 4,8%. Dans le détail, les trois grands secteurs de l'économie ont progressé sur l'année de 1,4% pour l'agriculture, 7,8% pour l'industrie et 3,3% pour les services. L'industrie a été particulièrement soutenue par la construction et les activités minières et extractives, tandis que les services ont notamment bénéficié des bonnes performances de l'assurance, des services informatiques, de l'hébergement-restauration et des services financiers

[Department of Census & Statistics](#)

Les conséquences financières de la guerre en Iran s'aggravent pour le Sri Lanka

Au cours des 20 premiers jours de guerre, le surcoût lié à l'importation de pétrole par le Sri Lanka (115 000 barils/jour en moyenne) s'élève à plus de 50 MUSD. Le nombre de touristes accueillis au cours des 15 premiers jours de mars a baissé de 18,5% par rapport à la période correspondante de l'année dernière, alors que la tendance était très positive sur les deux premiers mois de l'année (+9,7% en janvier 2026 par rapport à janvier 2025 et +16,2% en février 2026 par rapport à février 2025), ce qui représente un coût direct supérieur à 3 MUSD.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi – [Point de conjoncture T3 2025/26](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr